

Affaire David Gros : une mobilisation exemplaire à Marseille

Cette année 2004 sera à marquer d'une pierre blanche à Marseille. Cette ville ne nous avait pas habitués à une si belle capacité de réaction à la suite d'une affaire grave.

En début d'année, suite à l'affaire Sébastien Nouchet, un collectif très diversifié s'était mobilisé organisant en février une manifestation de plus de 400 personnes. Son axe de bataille le sexisme et l'homophobie le situait d'emblée dans une approche nouvelle de solidarité, dépassant le milieu homosexuel, regroupant des femmes mobilisées contre les violences et des homosexuels en révolte contre les discriminations.

Depuis plus d'un an, la mobilisation en faveur des 3 personnes (deux homosexuels et une femme) brutalisés par la police en juin 2002 à l'occasion d'un simple contrôle de police, près de l'Opéra, avait cristallisé de nombreuses solidarités auprès des réseaux de l'éducation nationale dont ils sont originaires, et bien au-delà.

Et l'affaire récente de la petite Sohane, brûlée vive en région parisienne, était dans toutes les têtes.

Le collectif contre le sexisme et l'homophobie a ainsi trouvé, peu à peu, les forces de sa mobilisation, en direction d'enseignants, mais aussi d'élèves, en direction d'homosexuels, mais aussi d'associations de défense des droits de l'homme.

A la fin juillet, ce collectif avait rapidement réagi à la suite d'une affaire d'agression et d'injures homophobes de voisinage concernant un jeune de 24 ans dans le quartier du Panier, dans le centre ville. Cette affaire avait été malheureusement vite étouffée. La voisine impliquée dans ces actes de discrimination étant conseillère d'arrondissement UMP, une "réconciliation" avait été officiellement annoncée.

Dans la nuit du 13 au 14 août, David Gros est sauvagement agressé par une bande de jeunes à proximité de lieux de rencontre homosexuel ("IBM" et "Borély").

Nous sommes malheureusement en plein mois d'août, David est à l'hôpital, traumatisé, sérieusement blessé. Il a heureusement quelques amis, mais il n'y a aucune mobilisation. La violence a frappé, mais on a l'impression qu'à nouveau, elle ne rencontre pas aucun obstacle.

Par chance, plusieurs éléments contribuent à l'organisation d'une vraie contre-attaque. David lui-même est connu de la Ligue des Droits de l'Homme, étudiant de 27 ans, il était allé dans une mission de contrôle du processus électoral en Turquie, en territoire Kurde.

Deux amis proches de David se serrent les coudes, ils sont déjà mobilisés pour des causes militantes, l'un à AIDES, l'autre sur des questions alter-mondialistes. Ils font connaître rapidement leur nom et leur téléphone, et celui de l'avocat qu'ils ont choisi.

Leur avocat, Me Molla, ancien président de AIDES-Provence, connaît bien le milieu homosexuel et a montré sa détermination dans de nombreuses affaires.

Et le copain avec lequel David discutait le soir du 13-14 août est policier de profession, si les jeunes l'ont épargné, préférant courir après le petit David, il fait tout ce soir là pour retrouver David et alerter. Et il ira dès le lendemain tenter un appel à témoins auprès de la pharmacie la plus proche, qui se défilera.

La cité Etienne-Milan où a eu lieu le tabassage est une cité de classe moyenne, au cœur d'un quartier plutôt huppé des rives de l'Huveaune, à proximité des parcs Borély et Henri Fabre (séparés par l'Huveaune, franchissable il n'y a pas si longtemps par un passage à gué), l'un et l'autre prisés des gens aisés du 8ème arrondissement. L'Ecole Nationale de Danse (de Roland Petit d'abord, puis de Marie-Claude Pietragalla) a élu domicile sur le parc Henri Fabre.

Les immeubles de la cité sont hauts, les voies sont en impasse permettant d'accéder aux immeubles et aux garages, c'est un peu un labyrinthe. C'est dans l'une de ces voies que, croyant pouvoir s'échapper grâce à son agilité, David s'est fait rattraper.

Très vite, le Collectif contre l'homophobie de Montpellier, animé par le très professionnel Hussein Bourgi propose un mode d'action. Pour lui la police peut agir, mais il faut l'aider. Dans la plupart des cas, les homosexuels, craignant de se faire repérer se gardent de se plaindre des actes homophobes qu'ils subissent, mais Hussein sait qu'on peut les solliciter à condition de leur garantir l'anonymat. Dans des affaires similaires, pour plusieurs villes du sud de la France, le Collectif de Montpellier a proposé des "appels à témoins" qui ont porté leurs fruits. Il propose cette démarche, avec un n° de téléphone à appeler.

Les bénévoles de l'action gaie de AIDES préparés à ce travail de rencontre avec les homosexuels sur leurs lieux de drague, s'engagent activement dans cet appel à témoins, d'autres personnes se mobilisent, le petit papillon "nous appelons toutes les victimes et tous les témoins de ces agressions à nous contacter" est diffusé dès le mois d'août dans de nombreux lieux. Là où la police était "sans indices", les appels font remonter des informations auprès du contact téléphonique proposé. Il s'avère rapidement que la même bande de jeunes agresseurs sévit depuis au moins un an et demi dans ce secteur.

David Gros est dans un sale état, la mâchoire enserrée dans une armature métallique, il doit se nourrir au moyen d'une paille. Ses amis attendent la rentrée de septembre et le rétablissement de David pour organiser une mobilisation : conférence de presse le 21 septembre et réunion publique deux jours plus tard.

La presse, locale et nationale, est mobilisée sur cette affaire, France Culture enregistre le débat public. La réunion publique organisée dans les locaux de la Maison Méditerranéenne des Droits de l'Homme (tenue par la Ligue des Droits de l'Homme et le MRAP) manifeste une exceptionnelle mobilisation (environ 70 personnes) et exprime une grande émotion, toutes les sensibilités du mouvement homosexuel marseillais sont présentes. Les femmes du CEL (Centre Evolutif Lilith) et des 3G sont au premier rang de l'assistance. David s'exprime avec calme et détermination, il raconte son calvaire le jour de l'agression et les jours de déprime à l'hôpital. Ses amis expliquent leur projet : pétition à faire signer le plus largement possible dans tous les milieux, pour le droit de vivre librement, création d'une association susceptible de récolter les témoignages d'agressions ou de harcèlements et d'aider les victimes. Hussein explique qu'il est possible de réagir si les homosexuels apprennent à se mobiliser. Il indique que l'appel à témoins porte peu à peu ses fruits, donnant ainsi quelques indices à la police. L'animatrice de la Lesbian & Gay Pride marseillaise annonce une aide financière à la nouvelle association. Et le collectif marseillais propose une manifestation pour le 9 octobre.

Fin septembre, le groupe des jeunes présumés agresseurs est arrêté. 7 adolescents dont 3 mineurs, expliquent qu'ils sont allés "à la chasse aux pédés", "ça ne me dérange pas qu'ils soient homos, mais il le font salement", "ils faut leur faire peur pour qu'ils ne viennent plus dans le quartier" comme disent Guillaume, Julien, Jérôme, Patrick, Faouzi, Elias ou Kévin. "Qu'est-ce que vous foutez-là, ici c'est notre cité !... sale pédé, on va te faire la gueule!" avaient-ils rugi ce soir-là.

L'avocat de David qui était plutôt pessimiste un mois plus tôt ("ça va être compliqué : les policiers ont des indices très ténus") résume bien la situation : "Il y a une nouvelle donne : une vraie détermination de la police et de la justice, la mobilisation des mouvements gays, qui ont coopéré à l'enquête, et le courage d'une victime qui parle à visage découvert. La honte qui était l'alliée des homophobes ne fonctionne plus".

L'association Ensemble contre l'Homophobie est créée autour des amis de David. Ses coordonnées: www.homophobie.fr echo@homophobie.fr et 06.32.62.23.33 .

Souhaitons lui bonne chance, ainsi qu'à David Gros.

Christian de Leusse (12 octobre 2004)